

LIBAN  
LES CHEMINS  
DE LA GUERRE  
ET DE LA PAIX

**S'il est vrai que la guerre que mène Bachar el-Assad à son opposition n'a pas gravement affecté le Liban, cela ne veut pas dire qu'elle n'y a pas trouvé d'écho. Les explosions qui ont ciblé les quartiers chiites de Beyrouth en 2013 et 2014 n'en sont pas moins grandement liées à la situation qui prévaut en Syrie, par exemple. Le Liban, sous domination syrienne depuis 1976, s'est divisé, dès le retrait des troupes alaouites, fin avril 2005, en partisans et ennemis jurés de l'ancien tuteur.**

Dans le pays qui a vu assassiner, un 17 février 2005, Rafiq Hariri, son Premier ministre sunnite, allié affiché du régime saoudien, deux courants farouchement opposés sont contraints aujourd'hui à la négociation. Au cœur de ce navire sans commandant, partisans du 8 et ceux du 14 Mars campent chacun sur sa raison d'être.

Le premier sorti un 8 mars 2005 manifester son soutien à Bachar el-Assad et qui défend donc la tutelle syrienne sur le Liban. Le second qui, à son tour, a occupé la rue, le 14<sup>e</sup> jour du même mois, pour réclamer le retrait définitif d'une armée syrienne qui prend tout son temps pour le faire et marquer, par là même, sa volonté de s'affranchir de cette même tutelle.

Le bloc du 8 Mars regroupe le Hezbollah, une partie des chrétiens conduits par le général Michel Aoun au sein du Courant patriotique libre, le mouvement Amel et les laïcs du Parti social nationaliste syrien. Celui du 14 Mars englobe, essentiellement, le courant du Futur de Saad Hariri, les Forces libanaises de Samir Geagea, alliées d'Israël, les phalanges libanaises de Amine Gemayel, responsables en 1982 des massacres des camps palestiniens de Sabra et Chati-



Saad Hariri.



Hassan Nasrallah



Walid Joumblatt.

Photos : DR

la, et quelques courants laïcs. Entre les deux blocs, on retrouve le Parti socialiste progressiste de Walid Joumblatt. Porte-parole de la communauté druze, il assure, au Parlement, l'équilibre entre les frères ennemis sunnites et chiites incapables de tomber d'accord sur un dénominateur commun : la stabilité du pays commun à tous. Il était, jusqu'à il y a quelques semaines, impossible de les réunir autour d'une candidature à la présidentielle. Sur injonction de son parrain saoudien, le courant du Futur, Al Moustaqbal, a accepté de négocier avec le Hezbollah. Le fils spirituel de Téhéran avait auparavant affirmé sa disponibilité à débattre des problèmes inhérents au pays et de la meilleure manière de le sortir d'une crise qui n'en finit pas de le fragiliser. On met donc un frein temporaire aux hostilités récurrentes et on parle ! Combien de temps durera la pseu-dolune de miel ? Les observateurs avertis renvoient cette relative accalmie à la volonté des tuteurs arabes et occidentaux de s'aménager, pourquoï pas, un terrain stable qui leur permette de s'y replier autant de fois que nécessaire. Pris entre les deux ennemis jurés que sont Israël et la Syrie, le Liban fait en sorte de ne se laisser manger par aucun des deux. Cela ne dépend, hélas, pas de lui. Il lui manque l'envergure politique qui lui permette de s'imposer en tant que partenaire qui compte dans la région. Et pour cause ! Les forces qui mènent

la danse dans le pays sont soit à la solde de l'un soit alignées sur les positions de l'autre. Certaines alliances restant à l'affût ! En permanence ouvertes au profit et au pouvoir. Quand l'un refuse de faire la chasse à l'opposition syrienne quitte à cautionner les organisations terroristes qui se creusent un nid non loin de là et n'épargnent pas les populations, y compris sunnites, qui leur résistent, l'autre, tout en gardant un œil grand ouvert sur les coups tordus d'Israël, donne un coup de main aux frontières pour empêcher les rebelles de se replier au Liban, se réorganiser, se réarmer et frapper de nouveau le régime alaouite allié. L'armée et les forces de sécurité manquent d'hommes et de moyens matériels qui leur permettent de faire entendre leur autorité sur le terrain. Elles sont, elles aussi, partiellement infiltrées par les uns du 8 Mars et par les autres du 14.

Le Liban ne dispose pas, non plus, d'une économie à même de lui fournir les arguments indispensables à un partenariat de choix.

Les souks syriens se multiplient avec l'affluence des réfugiés qui en ont soit les moyens, soit se mettent au service de salafistes argentés, regroupés en mafia locale. Une économie parallèle se met en place qu'il devient de plus en plus difficile de déloger. Les riches syriens favorables à Bachar el-Assad mais qui ont fui la violence dans leur pays ne sont pas allés investir au Liban. Ils

**De notre envoyée spéciale,  
Malika Boussouf  
malikaboussouf@yahoo.fr**

ont préféré rapatrier leur argent dans les pays du Golfe. Dans les marchés parallèles syriens s'organise discrètement l'aide à Al Nosra et Daech. Des réseaux dormants dont seuls le Hezbollah et ses alliés chrétiens redoutent les actions violentes visant à déstabiliser le pays. Le courant de Saad Hariri, lui, redouble de virulence et crie au loup dès lors qu'il reçoit l'ordre de faire libérer des activistes terroristes, hostiles à Bachar el-Assad et détenus dans les prisons libanaises.

Les explosions qui ont ébranlé Beyrouth en 2013 et 2014 ne l'ont pas plus ému que cela. Elles visaient des quartiers chiites contrôlés par son rival. Les morts, les blessés et les destructions matérielles, les partisans du courant du Futur en rendent responsable le Hezbollah et sa politique pro-iranienne alliée du régime autoritaire voisin. Qui attise le courroux des partisans de la « démocratie » parrainés par l'Arabie Saoudite s'attendra à en payer le prix !

Au Liban les sunnites s'accommodent de la violence interne fut-elle terroriste pour peu qu'elle joue en leur faveur et affaiblisse l'adversaire chiite. Le salafisme libanais qui fleurit à l'ombre de l'aide saoudienne s'exporte chez Bachar el-Assad et va renforcer l'opposition syrienne. Si, en apparence, les alliés engagés dans la région ont renoncé à faire tomber le régime autoritaire pour ne se soucier que d'éradiquer la terreur semée par l'organisation de l'Etat islamique et Al-Qaïda, la réalité sur le terrain est tout autre. La Turquie, l'Arabie Saoudite, le Qatar et les Etats-Unis, pour ne citer qu'eux, chacun dans une démarche et un but qui lui sont propres, œuvrent à garder actifs les foyers terroristes. « La volonté d'en finir avec Daech et Al Nosra est totalement fantaisiste. Je ne crois pas un seul instant que la difficulté soit celle que l'on veut nous faire croire », nous confiera, au cours d'un entretien, Walid Charara, un chercheur libanais rompu à la question terroriste.

M. B.

# Vivre avec la guerre des autres

**Les Libanais, dans leur grande majorité, ne voient pas d'un bon œil l'afflux des Syriens trop nombreux à leur goût. Un million et demi de réfugiés, c'est le quart de la population du pays. Ils ne sont pas encore remis du traumatisme causé par le déferlement de 1970.**

Chassés de Jordanie, 600 000 Palestiniens étaient, alors, venus se réfugier là. Avec leurs propres milices armées, ils s'étaient installés un peu partout au Liban. Une guerre civile des plus meurtrières s'en suivra et dévastera le pays. Durant 15 ans, chrétiens libanais d'un côté et musulmans de l'autre se sont entretués. Les premiers pour préserver leur pays de ce qu'ils considéraient comme un envahisseur qui menaçait leur présence au Liban, et les seconds, parce qu'ils n'avaient plus où aller, ont fait montre d'une volonté farouche de ne plus bouger de là, quitte à ébranler la stabilité du pays. A force de vouloir y imposer leurs propres lois, les Palestiniens ont vite fait l'objet de rejet. Le nombre de ceux d'entre eux qui étaient venus y trouver refuge et qui paraissait énorme à l'époque est décrit aujourd'hui comme un chiffre dérisoire comparé à l'affluence syrienne. Les nouveaux arrivants sont accusés d'avoir débarqué avec armes et munitions dans leurs bagages. S'il est une forte appréhension qu'on sent flotter dans l'air, c'est celle d'une réédition des violences passées qu'on craint de ne pouvoir surmonter cette fois-ci.

Beaucoup d'entre les Syriens présents au Liban, seraient, selon les soupçons exprimés ici et là, en mission. Et si on regarde d'un peu plus près les options politiques qu'ils défendent, l'avenir à leurs côtés effraie bien des Libanais. Ceux d'entre eux qui sont fanatisés ne sont pas là nécessairement comme réfugiés. Beaucoup utilisent le Liban contre le régime syrien. Il leur arrive aussi de s'en prendre aux autorités libanaises qui les empêchent d'agir librement. Ni l'armée ni les autres services de sécurité ne leur permettent, en effet, d'agir selon leur bon vouloir et leur propre agenda. Un rejet, pour ne pas dire une phobie, des Syriens dont ils ont difficilement réussi à mettre dehors les troupes armées, fin avril 2005, et qui reviennent en masse « occuper leur pays ». On se demande du coup si le traumatisme palestinien, dont ils ne sont pas prêts de guérir, ne leur paraîtrait pas bien plus léger. Des camps palestiniens, il y en a 12, qui, en général, ne sont pas soumis au contrôle libanais. Les lois qui y règnent

sont celles d'une autorité palestinienne. Ils sont impénétrables par les services locaux.

Cette expérience aidant a incité le Liban à fermement refuser ce que les Nations unies planifiaient pour les Syriens : y installer des camps pour les recevoir. Les autorités libanaises ont opté pour une autre solution : les rassembler dans 1 200 regroupements de petite dimension plutôt que dans des camps, de peur qu'ils ne soient tentés d'imiter les Palestiniens et de s'installer définitivement. Elles préfèrent prendre leurs précautions. Quitte à se passer de l'aide financière internationale dont bénéficient, de façon conséquente, d'autres pays comme la Turquie ou la Jordanie qui en ont accepté le principe. « Je ne considère pas que tous les Syriens sont de dangereux individus. Ce sont de pauvres bougres venus chercher refuge. Comme je ne considère plus tous les Palestiniens comme menaçants. Cependant... ce serait mieux si on cessait de vouloir entasser tous les mal-lotés de la terre au Liban. » Ce raisonnement-là est servi couramment par des Libanais en mal de sérénité.

Les Palestiniens qui étaient 600 000 au départ ne sont plus que la moitié. Comme il leur est interdit de travailler hors des camps, d'y créer une quelconque entreprise ou d'acheter des appartements hors de ces derniers, ils s'en vont ailleurs dans l'espoir d'y être traités autrement, plus humainement. Les lois sévères à leur encontre les poussent régulièrement à quitter leur pays d'accueil. Aujourd'hui, ce sont les Syriens qui inquiètent le plus. Les pro-régime et pro-Assad ne peuvent retourner dans les zones où sévissent Daech et autres groupes d'insurgés. Et les opposants au régime ne peuvent pas rentrer dans les zones contrôlées par les hommes de Assad. On ne peut renvoyer aucune des deux parties chez elle. Ce serait les destiner tous à une mort certaine. Observé à la lumière de ce qui se passe, aux niveaux local et régional, l'avenir des 18 communautés qui composent un Liban, actuellement dans la tourmente, n'est pas définitivement tranché. Ce que les Libanais attendent à la fois des autorités libanaises et des instances internatio-

nales, c'est qu'elles les immunisent, avant tout, contre la violence, la division, l'esprit clanique et tribal. Ce qu'ils espèrent, surtout, c'est que l'extérieur cesse de manipuler l'intérieur à son seul profit. Depuis quelques mois, on évoque, fréquemment, le dialogue, jusqu'alors inimaginable, entre Al Mostaqbal, ou courant du Futur, et le Hezbollah. Plus que jamais, aujourd'hui, ce dernier apparaîtrait comme bénéfique. Il survient, en effet, après toutes ces explosions qui ont secoué en janvier dernier le quartier à majorité alaouite de Jabal Mohsen à Tripoli, la capitale du Nord-Liban. 9 morts et 37 blessés, ce n'est pas rien même si les explosions font partie du quotidien libanais, pour ne pas dire de celui, par exemple, des chiites libanais. Comme les quartiers occupés par les chiites ne sont pas seulement fréquentés par eux mais par l'ensemble des Libanais, le danger concerne, par conséquent, n'importe lequel d'entre eux. Et mêmes si les attentats y sont revendiqués par des membres sunnites d'Al Nosra, ils n'en servent pas moins les intérêts politiques des sunnites du parti du Futur en guerre idéologique constante contre les chiites du Hezbollah. Les terroristes d'Al Nosra s'en prennent aussi aux postes fixes de l'armée régulière qu'ils accusent d'être à la solde du Hezbollah. « De la pure calomnie », affirme Assaad Chaffari, un ancien chef de guerre repent, qui nous parlera longuement de cette violence qui l'a habité puis déserté un matin de brutale prise de conscience avant de le transformer en défenseur acharné des droits humains.

S'il est vrai qu'un étranger commence par ressentir un grand malaise face au nombre incalculable de barrages qui enlaidissent la ville et contrarient les déplacements par d'énormes bouillons, ce dernier fini vite par trouver normal de les croiser partout. On s'habitue vite au fait qu'ils fassent partie du décor. Les Libanais se sentent plus en sécurité en présence des militaires, gendarmes ou policiers. Les barrages en question auraient permis d'intercepter des dizaines de voitures piégées ou transportant des armes et en voie de les livrer à des insurgés syriens retranchés à la frontière syro-libanaise.

Du coup, ces interrogations en rapport avec l'avenir du Liban et le fait qu'on estime, malgré tout, que la situation est stable se font insistantes. On ne comprend pas qu'on puisse être à la fois sur le fil du rasoir et ne pas craindre de perdre

l'équilibre. C'est là que des confrères et autres spécialistes de la question vous expliquent qu'il y a, au Liban, un niveau qu'on n'est pas censé atteindre et comment chaque fois qu'on frôle une guerre civile, tout le monde intervient pour calmer les choses. On laisse les choses pourrir jusqu'à une certaine limite au-delà de laquelle il n'est pas permis de s'aventurer. Le pays est, en fait, en perpétuel danger. Cela pourrait vouloir dire que si à l'extérieur, là où se gère l'avenir libanais, on décide d'enfoncer le pays dans une guerre civile, les gens n'hésiteront pas à s'entretuer.

Lors d'une rencontre avec l'imam Maher Ham-moud de la grande mosquée de Saïda, ce dernier admet, dans un souffle contrarié, que son pays est la proie de décisions politiques qui se prennent ailleurs, là où on ne lui veut pas spécialement de bien. « Tout cela parce que les partis politiques ne sont pas unis autour d'une cause commune qu'est la stabilité, laquelle requiert plus de patriotisme que d'opposition. »

L'imam Maher abordera également le fait que le Liban échappe à la guerre qui se déroule autour de lui par le seul bon vouloir des protagonistes sans, pour autant, exclure le fait qu'on veuille transformer le Liban en espace de repli, une base arrière qui permettrait de reprendre du souffle en cas de violences aggravées dans la région. D'où cette volonté commune qui se dégage pour le prémunir du pire. Une raison parmi d'autres. La plus essentielle de toutes étant que si le Liban s'enfonce dans une guerre, il y a de gros risques que toute la région s'embrase. Ceux qui font et défont l'équilibre de cette région ont appris, depuis le temps qu'ils jouent à désavantager les uns au profit des autres, que s'il est facile pour le Liban de plonger dans une guerre civile, il n'est pas facile de s'en sortir. Si les pays arabes sont pris dedans, Israël n'en sortira pas indemne.

La Syrie, l'Iran, l'Irak, le Liban et Ghaza feront front contre lui. Ce dont on ne veut, surtout pas, c'est d'un autre conflit armé entre Israël et le Hezbollah. Une guerre qui, cette fois-ci, a de fortes chances de devenir régionale.

Une mini-guerre mondiale. Ce à quoi aspirent ceux engagés dans un redécoupage géographique de la région, c'est à la fois protéger Israël et stabiliser la région de façon à permettre qu'au-delà des guerres civiles, on puisse continuer à puiser dans les richesses des pays alliés.

M. B.